

Berlusconi, inspiré par Sarkozy

Lors d'une conférence de presse, Silvio Berlusconi a fait référence jeudi à la récente sortie de Nicolas Sarkozy à l'encontre des journalistes. "J'ai l'intime conviction qu'aucun de vous n'est pédophile", a plaisanté le président du Conseil italien.

Tous les deux mis à mal dans les sondages, Silvio Berlusconi et Nicolas Sarkozy se sont trouvés un ennemi commun : la presse. Chacun à leur manière, ils lancent ces derniers jours des saillies de leur cru à l'encontre des journalistes. Et, à ce petit jeu, le chef du Conseil italien semble aimer avoir le dernier mot. Jeudi, lors d'une conférence de presse au Palais Chigi, siège romain du Conseil des ministres, le Cavaliere a fait allusion à la récente sortie du président français, qui demandait à des reporters, vendredi dernier au sommet de Lisbonne, comment ils réagiraient s'ils étaient accusés d'être des "pédophiles". "J'ai l'intime conviction qu'aucun de vous n'est pédophile. Bon travail et tenez-vous bien!", a plaisanté l'Italien, référence directe au "Amis pédophiles, à demain!" de Nicolas Sarkozy.

Une boutade qui intervient deux jours après une attaque du chef de gouvernement italien contre la presse. "Vous êtes des mystificateurs", avait-il dénoncé mardi soir, lors d'une intervention, en direct par téléphone, à l'émission Ballaro diffusée sur la télévision publique Rai. En cause, les différents éditoriaux de la presse d'opposition qui considèrent Silvio Berlusconi sur sa fin de règne. Il faut dire qu'après une nouvelle défection ministérielle, dimanche dernier, le chef du Conseil est de plus en plus solé sur la scène politique.

Son gouvernement de centre-droit, miné par une cascade d'affaires et de querelles intestines, affrontera le 14 décembre, au Parlement, deux motions de censure qui pourraient précipiter un scrutin anticipé par rapport au terme normal de la législature fixé à 2013. Hasard du calendrier, la Cour constitutionnelle doit rendre, le 14 décembre également, un arrêt qui pourrait entraîner la comparution de Silvio Berlusconi devant un tribunal pour des accusations de corruption. Rien de comparable donc à la situation de Nicolas Sarkozy, tout juste nommé dans le cadre du dossier Karachi.